

ZOOM

X. Y. ZEP

BULLETIN DU CENTRE ALAIN SAVARY

N° 1 - décembre 1997

Quelles sont les composantes et les tensions essentielles de la dynamique à l'oeuvre dans telle ou telle ZEP, tel ou tel site ? Telle est la réflexion que s'efforcera d'alimenter régulièrement cette rubrique. Mais comment présenter une ZEP? Si elle fonctionne normalement, il y faudrait un ouvrage entier : présentation du projet de zone, outil fondateur du dispositif, et de son application, pour chaque classe, chaque école ou établissement, pour tout le territoire dans ses aspects interdégradés et partenariaux. Il faut faire des choix.

Comment choisir à Allonnes, dans cette ZEP de la banlieue sud du Mans née en 1989, parmi les différentes actions du projet de zone ? Entre un projet d'archéologie spectaculaire, d'un grand intérêt pédagogique, et les petites actions quotidiennes banales menées dans les classes élémentaires pour la lecture ? Entre une vaste action partenariale efficace sur la santé et ces stages ordinaires menés avec l'IUFM pour constituer des petites équipes interdisciplinaires de professeurs de collège ?

Poser ainsi la question revient en fait à entrer dans le vif du sujet. La rencontre avec quelques-uns des acteurs de la ZEP montre une tension qui apparaît toujours à un moment donné dans les zones qui travaillent et s'évaluent : quelles priorités pour l'action ? Car l'urgence et l'enjeu sont pris au sérieux : ici, comme dans les autres milieux difficiles, on sait que l'École est chronologiquement le premier outil dans la lutte contre l'exclusion si elle sait s'adapter constamment, refuser la routine, s'évaluer et tenir compte des observations enregistrées.

Les propos du responsable de la ZEP, Jean-Pierre Rémond, Inspecteur de l'Éducation nationale, sont nets : l'École est le lieu de l'apprentissage et l'identité professionnelle des enseignants n'a pas à se diluer dans des projets relevant des centres culturels. Ceux du principal du collège, Gaétan Fontlupt, lui font écho : « l'important est que les résultats au brevet des collèges soient maintenant, chez nous, dans la moyenne départementale ».

En contrepoint, le coordonnateur, André Charlot, montre avec plaisir la remarquable documentation acquise pour appuyer le projet « Passionrecherche » mené avec Katerine Gruel, archéologue du CNRS, qui fouille avec des jeunes en insertion et des élèves de différents niveaux, un terrain situé juste à côté : le site galloromain sur lequel est implanté la ZEP ne pouvait laisser celle-ci indifférente, il fallait l'exploiter dans le cadre scolaire. De leur côté, Annick André et Jocelyne Bouteiller, directrices des écoles élémentaire et maternelle Jules Ferry, développent avec passion les actions menées, pour le projet santé, avec le Développement social urbain (DSU), et, pour la lecture, avec l'association « Plaisir de lire » et la bibliothèque municipale.

La tension qui peut sembler exister entre les deux points de vue ainsi résumés est tout à fait positive : car chacun sait à la fois combien le recentrage sur les apprentissages scolaires est en permanence nécessaire, et combien le détour par ces ouvertures éducatives peut être un moyen de faciliter les apprentissages. Le responsable de la ZEP est le premier à exposer l'intérêt du projet « danse », dont le volet formation des personnels a été prioritaire, et qui a entraîné des compétences nouvelles chez les élèves et une adhésion des parents.

Le coordonnateur, de son côté, quand il présente la ZEP, se base d'abord sur le document de juin 1996 collectant les indicateurs : les différences de réussite scolaire entre Allonnes et le reste de la France constituent l'information de base, leur réduction est l'objectif de toutes

1

les actions entreprises. De même, la directrice de l'école Jules Ferry tient à ce que les actions « santé » correspondent précisément aux programmes des classes concernées.

La tension entre éducation et enseignement, au lieu d'opposer certains acteurs de la ZEP à d'autres, traverse donc plutôt chacun d'entre eux. Si les uns et les autres sont amenés à privilégier un aspect particulier, ils n'en refusent pas pour autant les autres.

La ZEP d'Allonnes apparaît donc comme caractéristique des zones de dimension humaine (un collège, treize écoles maternelles ou élémentaires) où l'on travaille parfois de façon spectaculaire, mais sans que le travail quotidien dans les classes, plus silencieux, en souffre jamais, et où l'on ne perd jamais de vue l'objectif des apprentissages.

Les élèves des écoles Victor Hugo et Paul Fort travaillent depuis septembre dans des bâtiments rénovés. Ceux du collège Kennedy dans un magnifique bâtiment : en montant l'escalier monumental on pense, sur le plan architectural, aux « zones d'excellence » préconisées par Gérard et Éliane Chauveau¹. Les élèves de la ZEP, en effet, ici, ont droit au meilleur. Alain BOURGAREL, CAS-INRP (reportage réalisé en 1996/1997)

(1)Gérard Chauveau, Éliane Rogovas-Chauveau, *À l'école des banlieues*, Paris, ESF, 1995.

Observateur et partenaire de la ZEP, Abdélatif Lagnaoui, chef de projet du Développement social urbain d'Allonnes considère que le domaine scolaire est pour lui un pilier et apprécie la tradition de relations constructives, dont l'exemple-type est l'organisation des classes de découvertes. Il estime que l'école garde ici une image bien plus positive qu'on ne l'imagine et que l'élaboration du contrat de ville en collaboration DSU – ZEP s'est révélée fort riche pour tous.

Lui aussi observateur et responsable de la ZEP au niveau du département, l'inspecteur d'académie, Didier Jouault, est très attentif aux trois zones prioritaires de la Sarthe. La volonté des acteurs et leur pérennité – puisque la stabilité dans la ZEP d'Allonnes est satisfaisante lui ont permis d'engager des journées de réflexion et de formation propres au dispositif prioritaire et de collaborer sur ce sujet aussi avec l'IUFM et la MAFPEN.

Son appui au dispositif est connu : les enseignants sont soutenus pour que le projet de zone 1994-1997 soit réalisé et fasse progresser les résultats scolaires.

